

INTERVIEW

Olivier ROY

*Professeur à l'Institut universitaire
européen de Florence*

Par Shainez Slama

WERRA

Avril 2021

Olivier Roy est politique et professeur à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie). Il a écrit plusieurs ouvrages dont :

"L'Europe est-elle chrétienne ?", Paris, Le Seuil, 2019.

"Le Djihad et la Mort", Paris, Le Seuil, coll. « Débats », 2016.

"Le Croissant et le chaos", Paris, Hachette 2007 ; rééd. Paris, Fayard, coll. « Essais », 2013.

"La Laïcité face à l'Islam", Paris, Stock, 2005 ; rééd. Paris, Fayard/Pluriel, 2013.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa
responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Avril

2021

Comment définiriez-vous la notion de radicalisation* ?

Olivier Roy : Je définis la notion de radicalisation comme un passage à la violence et comme un saut, c'est-à-dire qui ne s'inscrit pas dans le cadre collectif d'une action, par exemple un conflit. Cela s'insère dans le cadre d'une trajectoire personnelle, où, à un moment donné, un individu décide de passer à la violence. Donc, il ne s'agit pas non plus d'un individu qui s'énerve dans la rue. C'est un processus, une décision, un saut.

Êtes-vous d'accord avec la théorie de Bronner, pour qui, il y a une corrélation entre l'idéologie extrémiste et l'action violente ?

O.R : Non. Justement, je ne définis pas la radicalisation par rapport à une idéologie. Il est possible d'être partisan d'une idéologie extrêmement radicale sans passer à la violence. Si nous faisons de la radicalisation une question d'idée, nous sommes perdus car cela voudrait dire qu'un moine trappiste est un radical puisqu'il est radicalement religieux. Or, nous ne le définirons pas comme un radicalisé. Je crois que la grande erreur, justement, est de faire des idéologies le facteur de la radicalisation.

*NB : Il est précisé qu'il sera question, dans cet entretien, de la radicalisation et de la déradicalisation dans le cadre du djihadisme.

Vous avez des marxistes qui ne toucheront jamais une arme alors qu'ils sont pour la révolution communiste tandis que d'autres se lancent dans le terrorisme sans avoir de formation théorique solide.

Existe-t-il un profil type d'une personne radicalisée ?

O.R : Cela dépend de l'échantillonnage questionné. Dans mon cas, je considère les gens qui se tuent : soit qui se font sauter, soit qui participent à des opérations djihadistes de type suicide, kamizake disons. Si nous étendons cette définition, nous ne trouverons plus de frontière. Est-ce que les membres d'une famille avec enfants, rejoignant l'État Islamique pour vivre sous l'islam en Syrie, sont des radicalisés de même type que les gens du Bataclan ? Je ne pense pas. Selon moi, il existe une différence qualitative entre eux et pas simplement quantitative. Cependant, il n'y a pas un profil type. Cette notion de profil type ne fait pas tellement de sens. Vous avez un cluster de traits pertinents qui se retrouve régulièrement. Donc si nous nous limitons à ceux qui passent à l'attentat suicide, oui je pense que nous pouvons noter certaines caractéristiques.

J'ai pu en isoler un certain nombre : ce sont majoritairement des jeunes de seconde génération et des convertis.

Il existe un phénomène générationnel très net confirmé par l'importance des fratries qui est exceptionnel. Vous ne trouvez pas chez les Palestiniens, les Kurdes, les Tamoules, ce phénomène de la fratrie, massif chez les radicalisés djihadistes. Il y a aussi le phénomène de la petite délinquance sans pour autant signifier qu'ils sont tous passés par la prison. Ce n'est pas vrai. Mais cela s'applique à la moitié d'entre eux. Donc il s'agirait presque d'un problème de statistique étant donné que vous n'avez pas un profil type mais un certain nombre de traits pertinents que nous retrouvons régulièrement dans les profils de terroristes.

Selon vous, qu'est-ce qui conduit une personne à se radicaliser ? Quel est le but de son projet ? Ce dernier est-il concret ou imaginaire ?

O.R : D'une part, le projet n'est jamais concret. Ces jeunes ne se lancent pas dans une activité politique ou autre concrète sauf l'attentat. Mais ce n'est pas ce que j'appellerais un projet concret. Ce sont des jeunes qui ne militent pas contrairement à beaucoup de terroristes ou radicaux gauchistes qui, eux, ont voulu participer. Je pense, par exemple, aux maoïstes qui allaient s'établir à l'usine, aux trotskistes qui rejoignaient une guérilla, qui tentaient de s'insérer socialement dans la guérilla. Cela n'est pas présent chez les radicaux djihadistes

C'est l'une des grandes différences avec les radicaux marxistes ou kurdes qui pensent que leur sacrifice permettra l'avènement d'une société juste, bonne. Nous ne retrouvons pas d'utopie chez eux. Il faut chercher dans des ressorts plus psychologiques, ce qui est toujours dangereux en sciences sociales. Il faut prendre en compte ce que j'ai appelé la "fascination pour la mort", leur nihilisme.

Existe-t-il des phases constituant le processus de radicalisation ?

O.R : C'est un grand débat. Dounia Bouzar définit des phases mais je suis très sceptique. Pour moi, il y a un saut c'est-à-dire qu'à un moment donné, ils passent corps et âme dans la radicalisation. À noter, que tous ont une période de doute ou de quête avant de sauter le pas. Pratiquement chez aucun d'eux, vous n'avez la phase médiation religieuse. Aucun d'entre eux ne va passer un an dans une retraite spirituelle, dans une école religieuse à réfléchir sur lui-même. Lorsqu'ils s'informent sur internet, ils cherchent tout de suite à rencontrer des radicaux. Les recruteurs montrent des photos de crimes etc. et les autres accrochent tout de suite. D'ailleurs, très souvent, ce n'est pas le recruteur qui va à leur rencontre, ce sont eux qui vont le contacter.

Donc non, je ne crois pas à cette idée de phases successives amenant à la radicalisation.

Lors de la radicalisation, est-ce que le radicalisé cherche à se créer une nouvelle identité ? Est-ce le passage à l'acte qui va lui permettre de renaître, de devenir quelqu'un d'autre ? Dans cette subjectivisation, quelle est la part de l'imaginaire au niveau de l'individu et au niveau du groupe ?

L'identité qu'il se construit est une identité imaginaire. Cela vaut pratiquement pour tous. C'est une identité de héros négatif. Il correspond au héros qui se sacrifie pour venger la communauté alors même qu'il sait que la communauté ne lui sera pas reconnaissante. Ce fameux nashid qui s'intitule « ghoraba » « étrangers dans ce monde », est très fort chez eux. Il passe du marginal (exclu par en bas) au héros négatif (exclu par en haut) et non reconnu par la société. L'imaginaire de l'héroïsme est central, ce sont des super héros. Cette transformation imaginaire s'inscrit dans un narratif, une mise en scène qui est celle dont nous avons été témoins en 2014, 2015, 2016. Ils se mettent en scène, se filment, ont des cheveux mi longs, portent leurs armes en plein désert tout en prenant des postures. C'est très important. Prenons l'exemple de Maxime Hauchard, jeune lycéen un peu marginal, moqué par les autres qui devient, en Syrie, un super héros. De ce fait, cette dimension est fondamentale.

Diriez-vous qu'il y a fondamentalement une nécessité de pouvoir s'identifier à quelque chose, à un groupe, notamment à une *oumma* ?

O.R : Oui, ils se réfèrent à un universel toujours abstrait, imaginaire. Ils ne sont jamais impliqués dans une communauté musulmane réelle. Citons l'exemple des frères Abdeslam issus de Molenbeek. Aucun de ces jeunes n'était impliqué dans des activités de socialisation musulmane sur le territoire de la commune. Pourtant, ils étaient au milieu de la *oumma* mais ils n'y ont accordé aucune importance. Le monde réel, la société réelle ne les intéresse pas. Par contre, ils vont parler d'une *oumma* imaginaire. Par exemple, ils fusionnent des images de djihad du monde entier alors que le contexte est complètement différent. Au final, dans cette fusion, se trouveront des images de la Tchétchénie, de la Bosnie Herzégovine ou encore des dénonciations contre les croisés, les infidèles en général, sans référence à la véritable Histoire.

Est-il correct de parler de déradicalisation ou devons-nous recourir au terme désengagement ? Quelle est la terminologie à employer ?

O.R : Le terme de déradicalisation est très mauvais. Vous remarquerez que cette terminologie s'applique seulement au terrorisme islamiste, elle n'a jamais été appliquée pour l'extrême gauche alors qu'elle a pu être extrêmement radicale. Je pense aux Brigades Rouges, la Bande à Baader, ou Action Directe.

Le modèle actuel de déradicalisation ressemble à celui des Alcooliques Anonymes, essentiellement fondée sur la psychologie individuelle.

Par ailleurs, cette notion de déradicalisation suppose une vision très précise de ce qu'est la radicalisation c'est-à-dire un passage vers une forme d'aliénation mentale : vous avez été conditionnés par les autres. Cela est très clair chez Dounia Bouzar. C'est très mauvais parce que cela efface complètement la dimension d'un choix politique et religieux chez un individu pour en faire une sorte d'addiction.

Déradicalisation signifie que nous allons leur opposer la bonne religion en leur énonçant « Voilà, vous avez mal lu le Coran ».

Toutefois, rien n'est résolu au niveau de la question fondamentale, à savoir celle de la religion.

Donc, le terme de désengagement semble être plus approprié dans la mesure où nous devons accepter l'idée qu'il s'agit de trajectoire et que celle-ci peut aussi se faire en sens inverse comme pour les gauchistes ou les fascistes. Il existe de nombreux exemples d'anciens radicaux gauchistes ou néo-fascistes dans la classe politique française. Toutefois, nous sommes d'accord pour dire qu'ils se sont désengagés de la violence voire qu'ils ont complètement changé de perspective. Dans ce cas là pourquoi pas.

Pensez vous qu'il est possible de déradicaliser un individu complètement ? Si oui, comment s'en assurer ? Et dans le cas des anciens lionceaux du califat (35 enfants ont été rapatriés. Ils ont entre 3 et 11 ans) pensez-vous qu'il est possible pour eux de se réadapter à la société française actuelle ?

O.R : Deux choses sont à noter : les enfants ne se sont jamais engagés, ils n'ont jamais fait ce choix. Ils ont été conduits par leurs parents au milieu de ce type de guerre. C'est un grand classique. Dans toutes les guerres civiles, nous retrouvons ce cas de figure. Ici, la question de l'endoctrinement ne se pose pas. Elle n'a pas de sens.

Toute la littérature politique est riche d'anciens terroristes qui, à moment donné, se disent « qu'est ce que je fais ici ? ». Cela est aussi valable chez les maoïstes, en France. Tous les leaders maoïstes se sont déradicalisés, ils n'ont pas été déradicalisés. Ce qui est intéressant est le fait que, pour une grande partie d'entre eux, ils se sont déradicalisés par la religion. Je pense à Benny Lévy, Christian Jambet, Daniel Hamiche. En somme, il est question de trajectoires individuelles. Nous pouvons, dans le cas contraire, évoquer le cas de Jean Marc Rouillan, membre d'Action Directe. En prison, il a refusé de se renier mettant en avant l'idée selon laquelle sa vie n'aurait pas de sens s'il demandait pardon pour ce qu'il a fait. Mais chez lui aussi la réflexion sur soi empêche la récurrence. Donc nous sommes dans un faux problème.

Le plan national de prévention de la radicalisation a été mis en place en février 2018. Deux ans en plus tôt, le gouvernement avait présenté son programme de lutte contre la radicalisation nommé RIVE (Recherches et Intervention sur les Violences Extrémistes). Celui-ci est devenu PAIRS (Programme d'Accompagnement Individualisé et de Réaffiliation Sociale), en 2018. Selon vous, quel bilan pouvons-nous dresser de ce plan national ?

Est-ce que l'État a mis en place les moyens nécessaires pour parvenir à lutter contre la radicalisation ? Et est-ce que l'État a su comprendre la menace ?

O.R : Il s'agit d'un plan idiot car il est basé sur l'idée que nous allons repérer les radicalisés et que ces derniers vont venir se faire soigner. C'est encore une fois le même modèle que les Alcooliques Anonymes. Les dimensions politique et religieuse de l'action de ces individus sont complètement niées. Quant à repérer la radicalisation, il faut avoir de bons critères. Quels sont les critères utilisés dans l'Éducation Nationale ? L'un d'eux correspond à la pratique religieuse. Donc, les signaux faibles de radicalisation s'appliquent à des jeunes qui se mettent à la pratique religieuse. Dans cette perspective, la pratique religieuse est criminalisée. De plus, nous ratons les radicaux car, encore une fois, les radicaux ne sont pas des individus qui commencent par faire leur prière au fond de la classe ou dans les vestiaires de gym. Les radicaux vont tout de suite regarder des manuels pour savoir comment fabriquer une bombe. C'est un programme qui ne peut pas marcher. Dans ce sens, ça ne me gêne pas que l'État n'ait pas été jusqu'au bout et n'y ait pas investi trop d'argent.

Mais que des veilles sur internet soient réalisées afin de repérer des appels au meurtre, oui d'accord. Cependant, la police le fait déjà et il ne s'agit pas de déradicalisation. Il s'agit de chercher des individus qui pensent radical et cela est légitime d'un point de vue policier.

Pensez-vous qu'il existe un moyen pour l'État de parvenir à stopper cette menace ?

O.R : C'est toujours la même chose pour n'importe quel radicalisme. Ce dernier est toujours un symptôme. Il est faux de dire qu'il suffit de soigner les maux de la société pour qu'il n'y est plus de radicaux. Ce n'est pas ainsi que ça se passe parce que la radicalisation a une dimension psychologique, individuelle etc. Nous le percevons avec les attentats tels que la fusillade de Columbine (1999). Ce sont des jeunes lycéens qui se rendent dans leur établissement scolaire et qui tuent tout le monde. Nous sommes bien en peine de lutter contre ce type de menace en cherchant leur idéologie puisqu'ils n'ont pas d'idéologie. Il y a une sorte de violence métaphysique qui est présente. Par contre, nous pouvons agir par l'isolement des individus qui se radicalisent, en faisant en sorte qu'ils ne puissent ni avoir de relais sociaux ni de relais disons politiques ou logistiques.

